



**ACCORD CADRE ENTRE**  
**L'UNIVERSITE DE LIMOGES (France) et**  
**L'UNIVERSITAS SYIAH KUALA (Indonésie)**

**Entre**

L'Université de Limoges, 33 rue François Mitterrand, 87032 Limoges cedex (France), représentée par Monsieur Alain Célérier, en sa qualité de Président,

**Et**

L'Universitas Syiah Kuala  
située à Banda Aceh, Indonésie  
représentée par le professeur Samsul Rizal  
en sa qualité de Recteur

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L. 123-3 et L. 123-7, L. 712-2 et L. 712-3 et D. 123-15 et suivants,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Université de Limoges 2015/2016 n° 66 du 08 /07/2016 donnant délégation de signature au Président en matière de signature de conventions,

Vu la transmission du présent accord cadre au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères,

---

Vu les accords de coopération scientifique et culturelle entre la République Française  
Et la République d'Indonésie,

**Il est convenu ce qui suit :**

### **Article 1 : Objectifs de la coopération**

L'accord entre les deux institutions vise à développer la collaboration entre l'Universitas Syiah Kuala et l'Université de Limoges,

Les deux institutions s'engagent à promouvoir et développer :

- La collaboration dans les domaines de l'enseignement, de la recherche et développement ainsi que de l'expertise
- Les échanges de personnels dans des programmes d'intérêt commun
- Les échanges d'étudiants dans des programmes d'intérêt commun
- Les échanges sur la documentation universitaire
- Des activités culturelles et intellectuelles au bénéfice des personnels et des étudiants des deux institutions

### **Article 2 : Périmètre**

Le présent accord cadre concerne tous les domaines disciplinaires communs aux parties.

Des conventions spécifiques d'application du présent accord cadre préciseront les actions de coopération et les modalités pratiques de leur mise en œuvre, tant pour ce qui concerne les programmes de formation que pour les actions en faveur de la mobilité ou encore pour les priorités de recherche. Ces conventions prendront également en compte les questions administratives et financières, les procédures de suivi et d'évaluation.

Pour faciliter le déroulement de ces actions, chaque institution désigne parmi ses personnels, un coordonnateur de l'activité mise en place. Ces précisions sont décrites dans la convention spécifique d'application.

### **Article 3 : Confidentialité**

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentielle toute information fournie par l'autre partie et à n'utiliser celle-ci qu'à l'occasion de l'application du présent accord cadre et de ses conventions d'application.

Chaque partie s'engage à ne pas divulguer ou communiquer à quiconque, sauf aux membres de son personnel qui devrait en avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre ou de ses conventions d'application, les informations confidentielles fournies. Chaque partie prendra toute disposition pour assurer le respect de ces obligations de secret par son personnel.

### **Article 4 : Propriété intellectuelle**

Connaissances antérieures : chaque partie reste entièrement propriétaire de toutes ses connaissances, de quelques natures qu'elles soient, qu'elles soient protégées ou non par un droit de propriété intellectuelle (brevet, dessin, modèle, marque, droit d'auteur)

Résultats propres : chaque partie est propriétaire des résultats obtenus par elle seule pendant la durée du présent accord cadre et de ses conventions d'application, qu'ils soient protégeables ou non par un droit de propriété intellectuelle. Elle décide seule des mesures de valorisation et de protection à prendre et les engage seule.

Résultats communs : les résultats des travaux menés en commun sont la propriété commune des parties. Un contrat de copropriété sera établi afin de déterminer, en particulier, les modalités de protection et les conditions d'exploitation des résultats.

### **Article 5 : Utilisation des noms et logos**

Chacune des parties pourra faire mention dans sa communication ayant trait au présent partenariat du nom de l'autre partie et pourra utiliser avec l'accord de l'autre le logo de l'établissement.

### **Article 6 : Communication**

Les parties s'engagent chaque fois que possible à mettre en place des actions concertées d'information et de communication pour promouvoir le partenariat :

- Affichage du partenariat sur le site de chaque partie avec échange de lien vers le site internet de l'autre partie
- Communiqué de presse, articles de communication sur les supports internes et externes de chaque partie, éventuellement évènementiels en rapport avec le partenariat
- Mise en relation des services de communication

### **Article 7 : Durée**

Le présent accord est conclu pour une durée initiale de cinq ans. Toute modification du présent accord cadre fera l'objet d'un avenant.

Il peut être renouvelé après évaluation pour des périodes de même durée, chaque partie faisant son affaire des autorisations nécessaires au renouvellement.

Le présent accord cadre pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve du respect d'un préavis de six mois. Les actions en cours seront toutefois menées jusqu'à leur achèvement.

### **Article 8 : Conciliation et arbitrage**

En cas de différend sur l'interprétation ou l'application du présent accord cadre et de ses conventions d'application, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable. Elles pourront décider d'avoir recours à la conciliation afin de parvenir à un accord. Si le différend persiste, il sera soumis au tribunal administratif de Limoges.

Le droit applicable sera celui en vigueur en France.

### **Article 9 : Respect des engagements internationaux.**

Les parties se réservent le droit de suspendre le présent accord-cadre ainsi que ses conventions d'application, sans délai et de manière unilatérale, en application de la loi, d'un traité, d'une résolution du conseil de sécurité des Nations Unies.

Le présent accord-cadre est rédigé en deux langues, français et également traduit en anglais. Chacune des versions fait foi.

Il est signé en 2 exemplaires originaux dans chaque langue et prend effet à partir de la date de signature.

A Limoges, le 25/06/2018

Le Président de l'Université de Limoges

Prof. Alain Célérier



A Banda Aceh le 25/06/2018

Le Président de l'Universitas Syiah Kuala

Prof. Samsul Rizal





**FRAMEWORK AGREEMENT BETWEEN  
THE UNIVERSITY OF LIMOGES and  
UNIVERSITAS SYIAH KUALA**

**Between**

L'Université de Limoges, 33 rue François Mitterrand, 87032 Limoges Cedex (France), represented by Monsieur Alain Célérier, in his capacity as President,

**And**

Universitas Syiah Kuala  
located at Banda Aceh, Indonesia  
represented by Prof. Samsul Rizal  
in his capacity as Rector of Universitas Syiah Kuala

Given the Education Code, notably articles L. 123-3 and L. 123-7, L. 712-2 and L. 712-3 and D. 123-15 and following,

Given the deliberation of the Board of Directors of the University of Limoges 2015/2016 n° 66 dated 08/07/2016 delegating powers of signature to the President for signing conventions,

Given the transfer of the present framework agreement to the Ministry of Higher Education, Research and Innovation, and the Ministry of Europe & Foreign Affairs,

---

Given the agreements of scientific and cultural cooperation between the French Republic  
And Republic of Indonesia.

**It is agreed as follows:**

### **Article 1: Objectives of cooperation**

The agreement between the two institutions aims at developing collaboration between Universitas Syiah Kuala and the University of Limoges,

The two institutions shall undertake to promote and develop:

- Collaboration in the fields of teaching, research and development, and expertise
- Exchanges of personnel in programmes of common interest
- Exchanges of students in programmes of common interest
- Exchanges on academic literature
- Cultural and intellectual activities in favour of personnel and students from the two institutions

### **Article 2: Scope**

The present framework agreement covers all the fields of study in common to the parties concerned.

Specific conventions for applying the present framework agreement will specify cooperation measures and practical conditions for their implementation both for training programmes and actions promoting mobility as well as research priorities. These conventions will also take administrative and financial questions into account as well as control and evaluation procedures.

To facilitate the process, each institution shall appoint a member of its personnel to be coordinator of the activities initiated. These details are described in the specific application convention.

### **Article 3: Confidentiality**

Each party shall agree to consider any information provided by the other party as being confidential and to use it only in the context of the present framework agreement or its application conventions.

Each party shall agree not to divulge or communicate any confidential information it may be given to any third party other than members of its personnel who need to be aware of it in the context of executing the present framework agreement or its application conventions. Both parties will take all measures required for ensuring its personnel's compliance with the said confidentiality obligations.

### **Article 4: Intellectual property**

Prior knowledge: each party will retain full and complete ownership of all its knowledge, irrespective of its nature, and of whether it is protected or not by intellectual property rights (patent, design, model, brand, make, copyright, etc.)

Own results: each party shall retain ownership of any results it may have obtained independently during the term of the present framework agreement and its application conventions, irrespective of whether they can be protected by intellectual property rights or not. The party shall have sole discretion in deciding on any valuation and protection measures to be taken and will undertake them independently.

Common results: any results of works undertaken in common shall be the common property of both parties. A co-ownership contract shall be drawn up more particularly for determining the measures of protection for the results and their conditions of use.

#### **Article 5: Use of names and logos**

In its communications related to the present partnership, each party may mention the name of the other party and use the establishment's logo after obtaining the other party's permission.

#### **Article 6: Communication**

Whenever possible, the parties shall undertake to set up concerted information and communication actions for promoting the partnership:

- Posting of the partnership on each party's internet site with an exchange of links to the other party's site
- Press releases, communication articles on each party's internal or external media and eventually events related to the partnership
- Linking communication services

#### **Article 7: Duration**

The present agreement is concluded for an initial period of five years. Any modification to the present framework agreement will be subject to an additional clause.

After assessment, it may be renewed for periods of the same length, each party assuming responsibility for obtaining the authorisations required for any renewal.

The present framework agreement may be cancelled at any time by either party and with six months' notice. However, any actions under way at that time must be brought to completion.

#### **Article 8: Conciliation and arbitration**

In the event of any dispute on the interpretation or application of the present framework agreement or its application conventions, the parties shall endeavour to reach an amicable solution. They may decide to resort to conciliation to come to an agreement. If the disagreement persists, it will be submitted to the administrative court of Limoges.

Applicable law will be the law in force in France.

#### **Article 9: Compliance with international commitments.**

The parties reserve the right to suspend the present framework agreement and the application conventions, forthwith and unilaterally, in application of the law, any treaty, or any resolution of the United Nations security council.

The present framework agreement is drawn up in two languages, French and will also be translated into English. All versions are authentic.

It will be signed in 2 originals in each language and will take effect as from the date of signature.

At Limoges, on June 25th 2018

The President of the University of Limoges

Prof. Alain Célérier



At Banda Aceh on June 25 th 2018

The Rector of Universitas Syiah Kuala

Prof. Samsul Rizal

